Une situation particulièrement préoccupante des jeunes dans l'Union européenne

Eléments de cadrage

Antoine MATH

La situation des jeunes sur le marché du travail diffère de celle de leurs aînés, et ce quelle que soit la conjoncture. Ils occupent plus souvent des emplois précaires et leur taux de chômage est plus élevé (tableau 1).

Dans cet article de cadrage, il ne s'agit pas de revenir sur la situation des jeunes en général sur le marché du travail, ni d'établir une comparaison entre pays de cette situation [1], mais d'examiner dans une perspective comparative comment cette situation a évolué pour les jeunes depuis 2007 et ce que l'on nomme « la crise ».

Pour cet examen ont été retenues les données comparatives disponibles d'Eurostat (ou de l'OCDE pour les questions d'éducation et de formation) permettant d'analyser les évolutions les plus récentes [2]. La comparaison est restreinte à une vingtaine de pays. Une limite de notre approche est de ne pas tenir compte des disparités infranationales qui, en matière de chômage et surtout de chômage des jeunes, sont parfois très fortes, en particulier en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni ou en France [3].

Même si nous n'ignorons pas non plus la très forte hétérogénéité des situations des jeunes au sein des pays, notamment selon le milieu social d'origine, le niveau de qualification, la situation familiale, la couleur de la peau ou l'origine géographique ou nationale (avérée ou non) [4], nous examinons dans cet article les évolutions intervenues sur le marché du travail en privilégiant le rôle joué par l'âge (entre jeunes et non jeunes évidemment mais aussi, parmi les jeunes, selon différentes classes d'âge) et le genre, deux caractéristiques particulièrement structurantes de la place sur le marché du travail.

1. Pour des comparaisons, voir European Commission/Eurostat (2009), Eurofound (2011a) et European Commission (2010).
2. Plusieurs tableaux de données statistiques, non reproduits pour des raisons de place, se trouvent dans l'annexe 3 (les annexes 1, 2, et 3 se trouvent en fin de numéro).
3. Eurostat, « Les taux de chômage régionaux ont varié de 2,1 % dans la région de Zeeland à 27,1 % dans celle de la Réunion », Communiqué de presse, 159/2010, 27 octobre 2010.
4. Des données relatives au rôle du diplôme, de la nationalité ou du pays de naissance sur le niveau de chômage figurent dans l'article de Lerais et Math (2011), dans ce numéro.

Après être revenus sur quelques constats généraux relatifs à la crise et ses effets sur l'emploi et montré que, face à la forte détérioration des perspectives d'avenir dans certains pays, de nombreux jeunes répondent par l'émigration, nous examinons l'impact de la crise sur l'emploi et l'inactivité des jeunes entre 2007 et 2011. Ensuite, nous examinons les conséquences sur le chômage des jeunes et en particulier dans quelle mesure la hausse de l'inactivité a pu permettre d'atténuer l'augmentation du chômage. Enfin, nous concluons sur les évolutions les plus récentes, marquées par une situation désormais beaucoup plus défavorable pour les jeunes femmes et par des trajectoires de plus en plus divergentes entre les pays de l'Union européenne (UE) [1].

Constats généraux sur la crise et ses effets sur l'emploi

La crise s'est manifestée sous la forme d'une récession – la Grande récession (2008-2009) – accompagnée d'une baisse de l'emploi à partir du troisième trimestre 2008 dans l'UE en général, mais bien avant, dès la mi-2007, pour des pays comme l'Irlande, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et les pays baltes, touchés bien avant la faillite de Lehman Brothers du fait des difficultés rencontrées par les secteurs de la finance, de l'immobilier et de la construction.

Le calendrier mais surtout l'ampleur et la durée de la récession ont été différents selon les pays. Globalement, la récession dans l'UE s'est traduite par une baisse de

Encadré 1

Les indicateurs utilisés

Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre des personnes en emploi et l'ensemble de la population d'âge actif.

Le taux d'activité est le rapport entre la population active (en emploi ou au chômage) et la population d'âge actif.

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

La part du chômage est le pendant du taux d'emploi, égal au rapport entre le nombre de chômeurs et l'ensemble de la population d'âge actif. Cet indicateur est souvent préféré pour examiner le chômage de populations dont le taux d'activité est très faible, et typiquement dans les pays développés, les jeunes.

Ces quatre indicateurs peuvent être calculés sur certaines classes d'âge (les 15-24 ans, les 25-64 ans).

1. Trois annexes complètent ce panorama. L'annexe 1 montre dans quelle mesure, même pour les jeunes ayant un emploi, la crise a eu des effets négatifs sur la qualité des emplois disponibles, par exemple à travers la précarité des emplois (emplois temporaires, à temps partiel ou pauvreté laborieuse). L'annexe 2 montre que la crise et le chômage ont eu des conséquences sociales négatives sur les jeunes, qu'il est possible d'appréhender à travers l'augmentation du chômage de longue durée, l'augmentation des jeunes « NEET » hors de tout système (d'éducation, de formation et d'emploi), ou encore l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. L'annexe 3 présente des tableaux statistiques illustrant les informations présentées dans cet article.

l'emploi du troisième trimestre 2008 jusqu'au premier trimestre 2010, certains pays étant touchés un peu plus tardivement que les autres, à la fin 2008 (Allemagne, Pays-Bas, Pologne), d'autres pays n'en étant toujours pas sortis en 2011, la Grèce en particulier.

Le ralentissement économique en 2008-2009 s'est transmis à l'emploi à une vitesse et avec une ampleur très variables selon la gravité et la durée de la récession, la capacité des structures économiques et des systèmes sociaux en place à amortir le choc, la flexibilité du marché du travail et les politiques de l'emploi, en particulier les éventuelles mesures prises par les pouvoirs publics visant à favoriser le maintien de l'emploi et/ou la réduction du temps de travail, par exemple sous la forme de dispositifs de chômage partiel [1].

Cette transmission à l'emploi a par la suite aussi été très différente selon l'ampleur et le *timing* des plans d'austérité : si le passage de la relance à l'austérité se situe en général au cours de l'année 2010, certains pays n'ont jamais connu de mesures de relance et étaient déjà en pleine rigueur budgétaire en 2008 (Irlande, Hongrie) [2]. D'autres, après des relances, parfois relativement importantes comme en Espagne et au Royaume-Uni, ont opéré un virage complet au cours de l'année 2010.

La situation économique et les perspectives sont désormais assez différentes selon les pays. Se dessine une tendance soit à la poursuite voire à la reprise de la récession, notamment dans les pays du Sud de l'Europe, soit à une croissance très molle depuis 2010 dans les autres pays. Cette petite reprise semble même pour les pays jusque-là relativement les plus épargnés de nouveau compromise en raison de politiques budgétaires restrictives désormais généralisées, dans un contexte de menaces et d'incertitudes liées aux marchés financiers [3].

Après quatre années, le chômage, qui a atteint des niveaux bien plus élevés qu'avant la crise, risque de perdurer, et en particulier à travers le chômage de longue durée susceptible d'avoir des conséquences sociales douloureuses et de laisser des traces durables.

L'impact de ces quatre années sur l'emploi est aussi très différencié selon les catégories. L'emploi des jeunes, et surtout des moins qualifiés, a, comme toujours, surréagi à la conjoncture : situés à l'entrée du marché du travail, ils sont traditionnellement vecteur des changements en cours et, plus généralement, au cœur des transformations des normes d'emploi [4]. Leur taux de chômage a beaucoup augmenté avec des conséquences sur leurs conditions de vie, leur niveau de précarité et leur capacité d'autonomie.

1. Voir, par exemple, IRES (2009). Pour une analyse des réactions différenciées de plusieurs marchés du travail jusqu'en 2009, voir Cochard, Cornilleau, Heyer (2010). Voir également Lerais et Math dans ce numéro.
2. Voir IRES (2010).
3. « Retour en enfer ? Perspectives 2011-2012 pour l'économie mondiale », *Lettre de l'OFCE* n° 330, octobre 2011.
4. Si le chômage des jeunes « surréagit », à la hausse et à la baisse, en fonction de la conjoncture, et si entre 2000 et 2008 le chômage des jeunes et des moins jeunes a diminué en France, la situation des jeunes s'est néanmoins dégradée si on la compare à la situation des moins jeunes, ce qui traduit des changements plus structurels non liés à la conjoncture : « *de 2000 à 2008, l'écart entre le taux de chômage des jeunes et celui* [des autres] *s'est fortement accru, au-delà, semble-t-il, des effets induits par la conjoncture* » (Minni, Pommier, 2011).

Tableau 1. Taux d'emploi, taux d'activité et taux de chômage selon l'âge en 2010

	15-24 ans			25-64 ans			« Surchômage » des jeunes
	Taux d'emploi	Taux d'activité	Taux de chômage (A)	Taux d'emploi	Taux d'activité	Taux de chômage (B)	(A) / (B)
Suède	38,7	51,7	25,2	81,5	86,7	6,0	4,2
Italie	20,5	28,4	27,8	63,5	68,3	7,1	3,9
Roumanie	24,3	31,2	22,1	67,3	71,6	6,0	3,7
Royaume-Uni	47,6	59,2	19,6	74,8	79,4	5,8	3,4
Belgique	25,2	32,5	22,4	70,3	75,6	7,0	3,2
Finlande	38,8	49,4	21,4	74,7	80,0	6,7	3,2
France	30,3	39,3	22,9	71,5	77,6	7,8	2,9
Grèce	20,4	30,3	32,9	66,6	75,0	11,3	2,9
Pologne	26,3	34,5	23,7	67,0	73,0	8,2	2,9
Islande	61,7	73,7	16,2	82,3	87,5	5,9	2,7
Hongrie	18,3	24,9	26,6	63,4	70,5	10,1	2,6
Bulgarie	22,2	28,9	23,2	68,1	75,0	9,2	2,5
UE 27	34,0	43,0	20,9	70,6	77,1	8,4	2,5
Pays-Bas	63,0	69,0	8,7	77,3	80,2	3,7	2,4
Autriche	53,6	58,8	8,8	75,6	78,6	3,8	2,3
Espagne	24,9	42,7	41,6	64,7	78,9	18,1	2,3
Irlande	30,5	42,0	27,5	66,5	75,6	12,0	2,3
Danemark	58,1	67,4	13,8	77,1	82,3	6,4	2,2
Portugal	28,5	36,7	22,4	72,8	81,3	10,4	2,2
Etats-Unis [1]			18,4	66,7	70,0	9,8	1,9
Allemagne	46,2	51,3	9,9	76,2	81,7	6,8	1,5

Pays classés par ordre décroissant du rapport entre le taux de chômage des jeunes et celui des moins jeunes (« surchômage » des jeunes, dernière colonne).
1. 15-24 ans et 15-64 ans.
Source : Eurostat, enquêtes annuelles force de travail (sauf Etats-Unis source : OCDE).

Mais les évolutions concernant les jeunes ont été très différentes selon les pays, selon l'intensité de la crise et selon les mesures de politique décidées. Les évolutions ont aussi été variables selon la façon dont la crise a percuté des « modèles » très différents d'insertion des jeunes sur le marché du travail, en particulier entre pays du Nord et pays du Sud de l'Europe [1].

1. Sur ces différents « modèles » d'insertion, voir Van de Velde (2008). Pour des statistiques sur l'opposition entre pays du Nord et du Sud de l'Europe en ce qui concerne la cohabitation intergénérationnelle (25-29 et 30-34 ans sans partenaire vivant avec au moins un des parents), voir European Commission (2011a:74). Pour une réflexion sur la réaction de ces différents modèles d'insertion à la crise et aux politiques d'austérité, voir Van de Velde (2011).

La dégradation économique et la diminution des emplois peuvent, d'un strict point de vue statistique, conduire à trois grandes conséquences : une disparition de personnes des statistiques nationales, essentiellement à travers l'émigration ; une hausse de l'inactivité ; une hausse du chômage. Avant d'examiner les données statistiques nationales sur l'évolution de l'emploi, de l'inactivité et du chômage des jeunes, il convient d'examiner certains effets possibles de la crise sur la démographie des jeunes, en particulier la possibilité que le manque de perspectives d'avenir dans les pays les plus touchés conduise à une sortie des jeunes des statistiques nationales.

Emigration et autres formes de « sortie » des statistiques nationales

Les jeunes confrontés au sentiment d'un avenir bouché sur le marché du

Tableau 2. Evolution de la population par tranches d'âges (en %) entre début 2008 et début 2011

	Données démographiques nationales (Eurostat)			Enquêtes trimestrielles LFS (forces de travail) – Eurostat		
	Evolution 1er janvier 2008-1er janvier 2011 [1]			Evolution 1er semestre 2008-1er semestre 2011 [2]		
	20-24	25-29	Pop. totale	20-24	25-29	Pop. totale
Irlande	-24,1	-10,4	1,8	-25,5	-11,9	1,4
Pays baltes [3]	-4,9	4,3	-2,3	-5,0	-2,8	-2,3
Pologne	-10,9	3,9	0,2	-7,9	4,7	0,8
Bulgarie	-4,0	-5,0	-1,8	-1,6	-10,4	-1,8
Grèce	-9,0	-9,2	1,0	-9,1	-8,3	1,3
Espagne	-8,8	-12,0	1,9	-9,2	-12,8	1,6
Portugal	-7,4	-8,0	0,2	-8,5	-6,4	0,2
Rép. tchèque	-1,1	-7,6	1,5	-1,5	-7,2	1,3
Roumanie	3,7	-5,3	-0,3	1,1	-6,7	-0,5
Hongrie	-1,6	-9,4	-0,6	-0,2	-8,6	-0,6
Allemagne	1,6	0,0	-0,5	2,4	-1,5	-0,7
UE 27	-0,3	-0,9	0,7	-0,6	-2,0	0,9
France	3,0	0,1	1,7	2,0	0,4	1,6
Italie	1,2	-4,0	1,7	1,2	-4,4	1,8
Finlande	0,2	3,4	1,4	1,4	3,2	1,5
Royaume-Uni	3,6	8,0	2,0	3,4	7,6	2,0
Belgique	3,2	0,8	1,6	5,9	0,8	2,7
Pays-Bas	5,8	1,2	1,5	4,5	0,7	1,3
Suède	13,4	5,0	2,5	13,7	5,3	2,4
Danemark	11,1	-2,6	1,5	10,5	-1,6	1,6

Pays classés par ordre croissant du taux de variation de la population des 15-24 ans (non reproduit ici).
1. Sauf pour pour UE 27, Roumanie, Allemagne, Belgique : 1er janvier 2010 – 1er janvier 2008.
2. Evolution entre la moyenne des deux premiers trimestres 2008 et des deux premiers trimestres 2011.
3. Estonie, Lettonie, Lituanie.

travail de leur pays peuvent emprunter les chemins de l'émigration. Pour tenter d'appréhender l'émigration des jeunes en temps de crise et en l'absence de statistiques d'émigration fiables et récentes, on peut examiner les variations de population entre 2008 et 2011 pour les classes de jeunes entre 20 et 30 ans. On fait l'hypothèse que des variations importantes proviennent essentiellement des variations imputables au solde migratoire et en suivant l'hypothèse raisonnable (et vérifiée sur certains pays) que l'évolution du solde naturel pour ces classes d'âge n'a pas pu être très marquée sur ces trois années. Sur ce dernier point, il convient d'être prudent s'agissant des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui ont connu durant les années 1990 de fortes baisses de la natalité à la suite des douloureuses transformations de leur économie. Pour ces pays, la baisse importante des effectifs des classes d'âge de jeunes entre 2008 et 2011 pourrait donc ne pas provenir uniquement de l'émigration hors du pays (tableau 2).

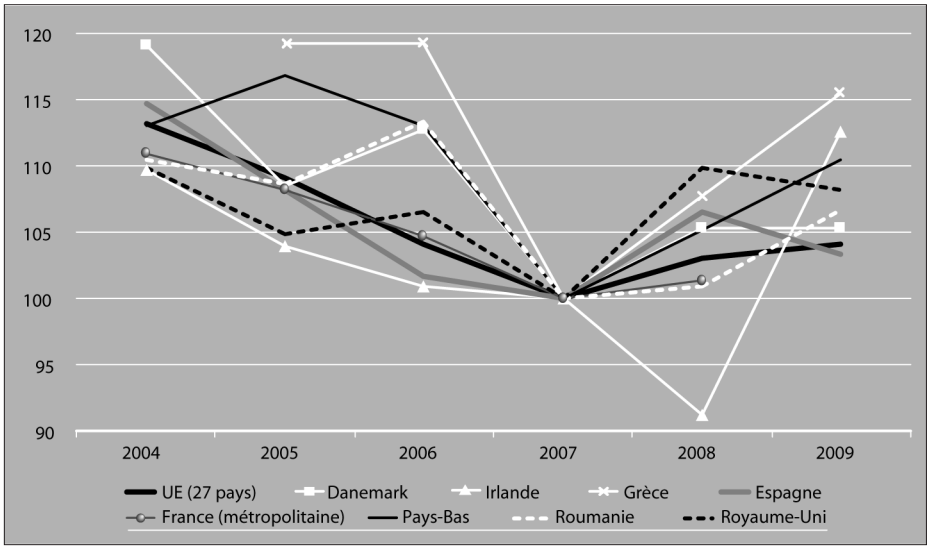
Au vu des données disponibles, il se confirme ce que la presse commente abondamment dans les pays concernés, à savoir que les jeunes en Irlande, en Grèce, en Espagne et au Portugal, et même en Italie s'agissant des 25-29 ans, ont fortement émigré entre 2008 et 2011. Pour l'Italie, les études nationales, relayées par la presse, attestent également d'une forte reprise des courants migratoires des jeunes du Sud de l'Italie mais essentiellement en direction du nord de la péninsule, seule une petite partie d'entre eux se dirigeant hors du pays. Selon les donnés nationales, l'Irlande connaît depuis 2009, et pour la première fois depuis longtemps, un solde migratoire négatif avec toutefois un solde migratoire qui reste positif pour les plus de 25 ans : le retournement s'explique entièrement par l'émigration des jeunes de 15 à 24 ans. En Espagne, les flux d'émigration se partagent entre départs de jeunes et départs de migrants, eux-mêmes souvent jeunes, du fait de la disparition des emplois temporaires où ils étaient massivement occupés. L'émigration dans ces pays s'est donc fortement concentrée sur les jeunes et a pu permettre de maintenir les taux de chômage des jeunes en-dessous ce qu'ils auraient été sans cette émigration (Fell, Blanchflower, 2011).

Même si la Commission européenne pousse depuis longtemps à une plus forte mobilité en Europe, en particulier des jeunes (« 2006, année européenne de la mobilité des travailleurs », semaines de « la mobilité des jeunes », programme « jeunesse en mouvement »…) et même si les migrations économiques sont perçues positivement et encouragées – elles peuvent s'effectuer « librement » au sein de l'Espace économique européen dans le cadre de la libre circulation des travailleurs –, elles s'avèrent en fait très contraintes, souvent douloureuses pour les intéressés et constituent un pis-aller qui ne devrait réjouir personne.

De façon certes plus anecdotique du point de vue statistique, mais très révélatrice des effets inquiétants de la crise, les jeunes ou les moins jeunes peuvent aussi réagir par une autre forme de sortie des statistiques nationales : le suicide. Les journaux relatent non seulement des cas de suicides individuels spectaculaires mais notent également l'envol du nombre de suicides depuis 2007, par exemple en Grèce et en Irlande. Des études récentes portant sur les premiers effets de la crise sur la santé semblent le

confirmer (Stuckler *et al.*, 2011 ; Gunnel *et al.*, 2009), en particulier s'agissant de la Grèce [1]. Les données comparatives disponibles s'arrêtent cependant à 2009, bien avant la mise en place des politiques d'austérité les plus dures décidées à partir de 2010, et ne permettent pas encore d'attester d'une explosion. Elles ne distinguent pas non plus selon l'âge des personnes. Mais elles montrent de façon claire, et alors même que le taux des suicides déclarés connaissait dans l'UE une décrue très régulière depuis au moins deux décennies, que ce taux a subitement ré-augmenté, de près de 5 % en moyenne dans l'UE entre 2007 et 2009 (graphique 1). Il ne serait donc pas étonnant que la tendance s'accentue depuis 2009 dans les pays les plus mal en point. Ce qu'il faut retenir, c'est que, d'une manière générale, cette crise, comme les précédentes, a des effets très négatifs sur l'ensemble des indicateurs de santé publique [2].

Graphique 1. Evolution du nombre de suicides de 2004 à 2009 [1] – base 100 en 2007



1. Evolution du taux de suicide standardisé pour 100 000 habitants.
Source : Eurostat.

1. Les chiffres officiels des suicides montrent une augmentation de 17 % entre 2009 et 2007, et des données non officielles citées au Parlement évoquent une nouvelle augmentation de 25 % entre 2009 et 2010. Le ministère de la Santé indique qu'entre la première moitié de 2010 et la première moitié de 2011, le nombre aurait encore augmenté de 40 % (Kentikelenis *et al.,* 2011). Selon une enquête réalisé en février-avril 2009 et reproduite sur la même période en 2011, le nombre de tentatives de suicide a augmenté de 36 % (Economou *et al.*, 2011).
2. S'agissant de la Grèce, Kentikelenis *et al.* (2011) montrent à partir d'enquêtes que la situation s'est sensiblement dégradée : forte hausse des renoncements aux soins pour raisons financières ; hausse des suicides, de la violence et des homicides ; forte augmentation des infections par VIH (en conséquence directe des baisses de moyens aux programmes en direction des toxicomanes).

Un impact fort de la crise sur l'emploi et l'inactivité des jeunes

Dans l'UE, le taux d'emploi des 15-24 ans a diminué de 3,3 points entre 2007 et 2010, soit trois fois plus (en points) que celui des 25-64 ans. La baisse du taux d'emploi a davantage concerné les 20-24 ans et dans une légère moindre mesure les 25-29 ans que les 15-19 ans. Cette diminution du taux d'emploi s'est également accompagnée d'une détérioration de la qualité des emplois occupés par les jeunes, avec une augmentation de l'emploi temporaire et de l'emploi à temps partiel, en particulier le temps partiel involontaire ou « subi » (annexe 1). La baisse du taux d'emploi a été plus forte pour les jeunes hommes de 15 à 24 ans que pour les jeunes femmes du même âge.

La crise a d'une façon générale davantage touché l'emploi des hommes que des femmes, au moins jusqu'en 2009 (même si les taux d'emploi des femmes restent toujours très inférieurs à ceux des hommes) et en particulier pour des raisons liées à la forte segmentation sectorielle des emplois (encadré 2).

Cependant, à partir de 2010, on peut constater une double rupture dans l'UE. D'une part, le taux d'emploi global repart à la hausse entre le premier semestre 2010 (2010S1) et le premier semestre 2011 (2011S1), à l'exception notable des jeunes de 15 à 24 ans dont le taux d'emploi continue de baisser de 0,3 point, certes moins fortement que les années précédentes. Les jeunes ont moins voire pas du tout profité de la reprise molle intervenue dans l'UE à partir de 2010. D'autre part, alors que l'évolution continue d'être, en moyenne dans l'UE, toujours plus favorable pour les femmes que pour les hommes – le taux d'emploi des femmes de 25-64 ans augmente de 0,3 point contre 0,1 point pour celui des hommes entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011 –, tel n'est plus le cas chez les jeunes de 15 à 24 ans : entre 2009 et 2010, le taux d'emploi s'est mis à davantage baisser pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes et cet écart s'accentue entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011.

Des baisses du taux d'emploi des jeunes très variables selon les pays

Ces constats sur l'UE à 27 recouvrent cependant des évolutions différenciées selon les pays. Plusieurs pays ont connu une baisse du taux d'emploi des jeunes très forte, supérieure à la moyenne de l'UE (3,3 points) entre 2007 et 2010 : l'Irlande, l'Espagne, l'Islande, le Danemark, le Portugal, la Finlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie, la Grèce et la Suède (tableau 3).

Pour certains de ces pays, le taux d'emploi des jeunes est fortement reparti à la hausse : l'Islande et la Suède relativement tôt (dès 2009), la Finlande ensuite. Pour les autres au contraire, l'hémorragie continue au cours du premier semestre 2011 : c'est le cas de la Grèce, de l'Espagne et de l'Irlande. Cette hémorragie vaut aussi pour les 24-29 ans, en particulier en Grèce où leur taux d'emploi continue de chuter de 3,9 points entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011. D'autres pays ont connu une baisse plus tardive : en Bulgarie, en Roumanie et en Pologne où l'impact de la crise sur le taux d'emploi des jeunes avait été faible avant 2010, on note une forte baisse du taux d'emploi depuis. C'est également le cas, mais dans une moindre mesure, en France. Enfin, un dernier groupe de pays a été peu affecté

Encadré 2

Segmentation sectorielle des emplois : une amplification des effets sexués de la crise chez les jeunes en France

Les travaux sur l'évolution en France de l'emploi des femmes et des hommes pendant la crise de 2008-2009 montrent l'importance de la forte segmentation sexuée du marché du travail pour expliquer les effets différenciés de la crise (Milewski, 2009, 2010 ; Cochard *et al.*, 2011a, 2011b). Les hommes ont été davantage touchés en raison de leur forte concentration dans les emplois précaires et faiblement qualifiés des secteurs les plus exposés, un phénomène qui avait déjà été observé lors de précédentes récessions (1983, 1992-1993 et de façon moins marquée en 2001). Les hommes sont en effet très concentrés dans les secteurs les plus atteints, l'industrie et le bâtiment, qui sont aussi les secteurs recourant beaucoup à l'intérim et qui peuvent ajuster rapidement leurs effectifs à la baisse [1]. L'emploi des femmes a moins diminué car elles sont davantage employées dans le secteur tertiaire mais aussi en raison de leur plus grande réussite scolaire (qui joue un rôle de protection face aux fluctuations conjoncturelles). S'il a mieux résisté au choc économique d'un point de vue quantitatif, l'emploi des femmes, structurellement marqué par le sous-emploi et des formes précaires, a en revanche davantage subi la dégradation de la qualité des emplois.

Jeunes hommes et jeunes femmes : des réactions très différenciées

Ces tendances générales sur les différences entre hommes et femmes, notamment celles liées à la segmentation sectorielle, sont amplifiées s'agissant des jeunes. Le taux de chômage des jeunes hommes a ainsi beaucoup plus augmenté, tandis que pour les jeunes femmes, l'emploi à temps partiel a très fortement augmenté, les emplois à temps partiel se substituant aux emplois à temps plein. Pour les jeunes femmes, la moindre dégradation au regard des taux d'emploi et des taux de chômage s'est clairement faite au détriment de la qualité de l'emploi [2].

Enfin, la nouvelle phase entamée en 2010 et marquée par le tournant de la rigueur et les coupes budgétaires devraient peser fortement dans les mois et années à venir sur les secteurs tels le secteur public, le social, l'éducation, la santé, où les femmes sont structurellement très présentes. Le Conseil d'orientation pour l'emploi (2011) avait déjà constaté en février 2011 que « *l'amorce de reprise économique de 2010 a profité aux jeunes hommes mais pas aux jeunes femmes* ». Les données les plus récentes (voir dans cet article) attestent que, depuis 2010, la situation des jeunes femmes évolue désormais beaucoup plus défavorablement que celle des jeunes hommes, à la fois en termes quantitatifs (emploi, chômage) et en termes de qualité des emplois.

1. Ces constats valent pour les autres pays européens : selon une étude de la Fondation de Dublin, les pertes d'emplois – au total 5 millions dans l'UE entre 2008 et 2010 – se sont concentrées sur les emplois à moyen et bas salaires, en particulier dans la construction et l'industrie, alors que les emplois les mieux rémunérés ont continué d'augmenter, en particulier dans les services (Eurofound, 2011b).
2. La plus forte dégradation de la qualité de l'emploi chez les femmes a ceci de particulier qu'elle vaut aussi en dehors de périodes de crise. La part de l'emploi précaire (CDD, intérim, autres statuts précaires) a ainsi augmenté pour les femmes durant la période de reprise (2006-2007) alors qu'elle diminuait pour les hommes. La part de l'emploi à temps partiel, et surtout de l'emploi à temps partiel durable (sur plusieurs années) a en particulier davantage augmenté pour les femmes, et les écarts femmes-hommes se sont accentués, surtout chez les sans diplôme, à la fois durant la reprise de 2006 et durant la période de crise 2008-2009 (Danzin *et al.*, 2011a, 2011b).

Tableau 3. Evolution du taux d'emploi des 15-24 ans (sauf mention contraire) – 2007-2011

	Evolution en points					
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total 2007-2010	2010S1-2011S1	Taux emploi en 2010
UE 15-24	0,2	-2,5	-1,0	-3,3	-0,3	34,0
UE 15-24 Hommes	0,1	-3,3	-0,9	-4,1	-0,2	36,2
UE 15-24 Femmes	0,4	-1,7	-1,1	-2,4	-0,5	31,8
UE 25-64	0,5	-1,1	-0,5	-1,1	0,3	70,6
UE 25-64 Hommes	0,2	-1,9	-0,7	-2,4	0,1	77,5
UE 25-64 Femmes	0,8	-0,4	-0,2	0,2	0,3	63,8
Irlande	-4,5	-10,5	-4,9	-19,9	-2,5	30,5
Espagne	-3,1	-8,0	-3,1	-14,2	-2,8	24,9
Islande	-2,6	-10,2	0,2	-12,6	1,8	61,7
Danemark	1,6	-3,3	-5,5	-7,2	-1,7	58,1
Portugal	-0,2	-3,4	-2,8	-6,4	-1,7	28,5
Finlande	0,1	-5,1	-0,8	-5,8	2,0	38,8
Pays-Bas	0,9	-1,3	-5,0	-5,4	0,0	63,0
Royaume-Uni	-0,5	-4,0	-0,8	-5,3	-0,7	47,6
Italie	-0,3	-2,7	-1,2	-4,2	-1,3	20,5
Grèce	-0,5	-0,6	-2,5	-3,6	-3,9	20,4
Suède	0,0	-3,9	0,4	-3,5	2,6	38,7
Hongrie	-1,0	-1,9	0,2	-2,7	0,2	18,3
Belgique	-0,1	-2,1	-0,1	-2,3	1,5	25,2
Bulgarie	1,8	-1,5	-2,6	-2,3	-5,6	22,2
Autriche	0,4	-1,4	-0,9	-1,9	4,0	53,6
France	0,9	-1,4	-0,2	-0,7	-0,8	30,3
Roumanie	0,4	-0,3	-0,2	-0,1	-2,0	24,3
Pologne	1,5	-0,5	-0,5	0,5	-2,9	26,3
Allemagne	1,6	-0,7	0,0	0,9	3,7	46,2

Pays classés par ordre croissant de l'évolution du taux d'emploi des 15-24 ans entre 2007 et 2010.
Sources : Eurostat ; données enquêtes annuelles LFS pour 2007 à 2010 ; enquêtes trimestrielles LFS pour calculer l'évolution entre les 1er semestres 2010 et 2011 (estimés à partir des moyennes des deux 1ers trimestres).

par la crise et connaît même une forte hausse du taux d'emploi des jeunes depuis 2010. En Allemagne, en Autriche et en Belgique, il n'avait peu ou pas diminué avant 2010, et connaît une forte augmentation depuis. Dans ces pays, ainsi qu'en Islande, en Suède et en Finlande, la forte reprise récente du taux d'emploi des jeunes est d'ailleurs supérieure à celle des moins jeunes.

En ce qui concerne l'évolution relative des taux d'emploi entre jeunes et moins jeunes depuis 2007, elle a été plus défavorable aux jeunes dans tous les

pays, mais particulièrement en Irlande, en Islande, en Espagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Dans quelques pays, comme la Hongrie, la Grèce, la Belgique, voire l'Autriche et la France, la baisse du taux d'emploi des jeunes n'a pas été beaucoup plus forte que pour leurs aînés.

S'agissant des écarts entre hommes et femmes, si le taux d'emploi a en moyenne davantage baissé pour les hommes que pour les femmes entre 2007 et 2010, on peut constater des différences. Les plus forts écarts dans les évolutions au détriment des hommes sont constatés en Espagne, en Irlande, en Islande, et ceci pour les jeunes comme pour les moins jeunes. Ce constat vaut seulement pour les jeunes au Danemark et au Portugal.

Dans certains pays, le taux d'emploi a au contraire évolué plus défavorablement pour les jeunes femmes, en particulier durant la dernière période (2010-2011), notamment en Pologne, en Autriche, en France et en Allemagne. Au Portugal et au Royaume-Uni, durant la dernière période, la situation des jeunes hommes s'améliore également très fortement comparativement à celle des jeunes femmes.

Une inactivité des jeunes en hausse mais avec des exceptions

La crise a également conduit à une baisse du taux d'activité des jeunes de 15-24 ans en moyenne de 1,1 point dans l'UE entre 2007 et 2010, alors que celui des 25-64 ans a augmenté de 0,7 point. Sur la période la plus récente (entre le 1er semestre 2010 et le 1er semestre 2011), ces tendances moyennes se poursuivent [1].

Entre 2007 et 2010, la baisse du taux d'activité des jeunes a été la plus forte en Irlande, en Islande, au Portugal et en Espagne, et, dans une moindre mesure en Finlande, aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie, au Royaume-Uni et en Autriche : la détérioration du marché du travail semble y avoir eu des effets de sortie du marché du travail. Dans quatre de ces pays (Islande, Portugal, Finlande, Autriche), le taux d'activité des jeunes est toutefois reparti à la hausse entre les premiers semestres 2010 et 2011. A l'inverse, le taux d'activité des 15-24 ans a augmenté en Roumanie, en France et en Pologne entre 2007 et 2010, pour ensuite diminuer entre les premiers semestres 2010 et 2011. En Suède et en Allemagne, où les taux d'activité des jeunes avaient très peu faibli, ils sont au contraire repartis à la hausse durant la dernière période.

Pour les plus jeunes de 15 à 24 ans, le taux d'activité a davantage baissé en moyenne dans l'UE pour les hommes que pour les femmes entre 2007 et 2010 (-1,4 point contre -0,9 respectivement), les plus fortes différences en défaveur des jeunes hommes se situant en Irlande, en Espagne, au Portugal, aux Pays-Bas, au Danemark, en Roumanie et en Grèce. Dans certains pays toutefois, la baisse du taux d'activité a été plus forte pour les jeunes femmes : c'est le cas de la Pologne, de l'Autriche, de la Finlande et de l'Italie.

En moyenne entre 2007 et 2010, la hausse de l'inactivité chez les jeunes s'est faite pour moitié environ par une augmentation des jeunes scolarisés ou en formation (encadré 3), et pour l'autre moitié par la hausse des jeunes sans emploi, hors de tout système d'éducation ou de formation et plus ou moins découragés (ceux qu'on appelle les « NEET »).

1. Des tableaux de données se trouvent dans l'annexe 3.

Encadré 3

Une augmentation des jeunes en formation entre 2007 et 2009, mais pas partout

Les données publiées par « Regards sur l'Education 2011 » de l'OCDE permettent d'examiner les évolutions tant au regard de l'éducation et de la formation qu'au regard de la participation au marché du travail, ce qui permet d'analyser les évolutions des taux d'emploi et d'activité en tenant compte de la situation variable des jeunes au regard du système éducatif ou de formation. Elles présentent l'inconvénient de s'arrêter à 2009.

La part des jeunes de 15 à 29 ans en formation est d'environ 45 % en moyenne dans l'UE 21 [1], mais avec de très forts écarts selon les pays. Cette part est plutôt faible en Espagne, en Irlande, au Royaume-Uni, au Portugal, en Grèce, en Autriche et en France, tous pays où une plus faible part de la jeunesse est encore en formation. Elle est au contraire très élevée au Danemark, en Finlande, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suède et en Pologne. Ces différences rendent la lecture et la comparaison des taux de chômage, qui rapportent les chômeurs à la population active, particulièrement délicates.

Ces jeunes en formation peuvent être actifs au sens statistique du terme : scolarisés dans des programmes emploi-études, autres actifs occupés, chômeurs. En moyenne, 27 % d'entre eux le sont dans l'UE 21, là encore avec de fortes variations. Dans certains pays comme la Hongrie, l'Italie, la Grèce, la Belgique ou la France, une très faible proportion des jeunes en formation de 15 à 29 ans est active. Au contraire, aux Pays-Bas et au Danemark, environ les deux tiers des jeunes en formation sont actifs, et cette proportion est également forte en Islande, en Autriche, en Norvège, au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Etats-Unis et en Finlande (pour certains de ces pays, typiquement l'Allemagne et l'Autriche, ce résultat doit pour partie à l'importance du système d'apprentissage). Une corrélation existe entre la part des jeunes en formation et la part des jeunes en formation qui sont actifs [2], avec deux modes polaires possibles d'articulation formation-emploi : des pays où les jeunes étudieraient plutôt à temps plein sans exercer d'activité professionnelle, mais où une plus grande partie sortirait tôt du système de formation ; des pays où les jeunes seraient scolarisés ou en formation plus longtemps en moyenne mais où ils tendraient à le faire en combinant davantage études et travail.

Entre 2007 et 2009, la proportion des jeunes de 20 à 24 ans en formation a augmenté de 2,5 points dans l'UE 21. Compte tenu que la part de ceux qui se trouvent hors formation et en emploi a diminué de 4,4 points, cette hausse des jeunes de 20 à 24 ans en formation implique une hausse de 1,9 point des jeunes sans emploi ni en formation ni en emploi (les « NEET »). S'agissant des 15-19 ans et des 25-29 ans, les évolutions sont, en moyenne, similaires mais d'une ampleur atténuée.

L'impact de la crise et de la baisse des taux d'emploi sur la part des jeunes encore scolarisés ou en formation a cependant été très différent selon les pays. La hausse des jeunes en formation a été importante durant la période 2007-2009 en Irlande et au Danemark, et, dans une moindre mesure aux Etats-Unis, en Allemagne et au Portugal. Dans ces pays, la crise et les pertes d'emploi ont sans doute conduit un plus grand nombre de jeunes à rester ou retourner en formation.

■ ■ ■

■ ■ ■

Curieusement, la part des jeunes de 20 à 24 ans en formation a, malgré la crise, baissé dans certains pays entre 2007 et 2009 : France, Finlande, Pologne, Belgique, Suède. S'agissant de la France, la baisse est très forte, de 7,7 points pour les 20-24 ans (de 47,1 % des jeunes à 39,4 %), mais aussi pour les 25-29 ans (-9,3 points) et les 15-19 ans (-1,4 point). Pour la France, il s'agit de la poursuite de la baisse des taux de scolarisation qui date de la fin des années 1990, alors qu'auparavant les taux de scolarisation étaient toujours à la hausse [3]. Cette évolution pourrait traduire la perte de confiance dans l'efficacité (les « rendements ») du système éducatif, au moins pour une partie croissante de la population y consacrant en conséquence un moindre investissement. Comme la catégorie « en formation » retenue par l'OCDE inclut non seulement des inactifs mais également des jeunes scolarisés dans des programmes emploi-études, des actifs occupés voire des chômeurs, la baisse entre 2007 et 2009 pourrait s'expliquer certes par la baisse de la scolarisation *stricto sensu* mais aussi par une baisse des étudiants ayant un emploi.

1. EU 21 : les 21 Etats membres de l'UE également membres de l'OCDE. Les tableaux statistiques sur lesquels se fonde cet encadré sont présentés en annexe 3.
2. Le coefficient de corrélation calculé sur une vingtaine de pays est de 0,45.
3. Selon les statistiques du ministère de l'Education nationale, les taux de scolarisation des 16-24 ans ont baissé de 3,8 points entre 1999 et 2008 (3,34 points pour le taux dans le secondaire et 0,46 pour le taux dans le supérieur).

La hausse du chômage des jeunes atténuée par la hausse de l'inactivité

Le chômage des jeunes a pu être amorti par les sorties de l'activité sous la forme de prolongement ou de reprise d'études, ou encore sous d'autres formes d'inactivité.

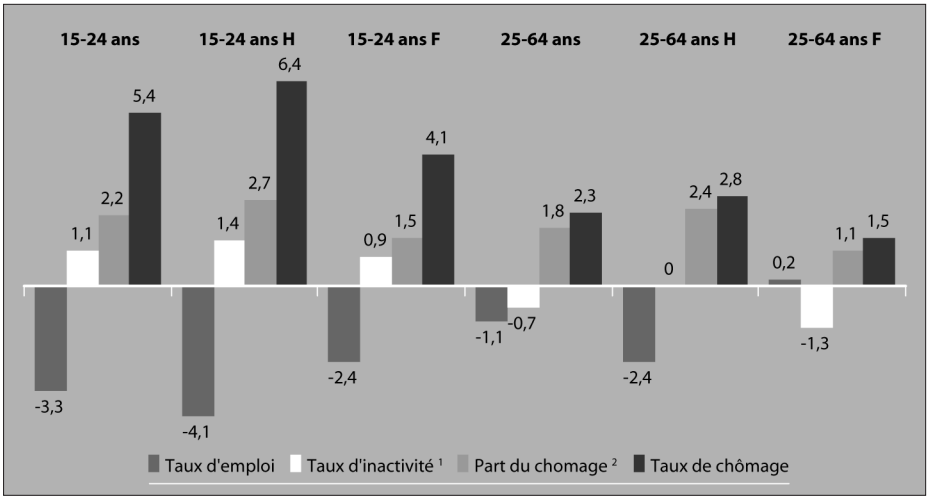
A cet égard, la part du chômage qui rapporte les chômeurs à l'ensemble de la population (de la cohorte) est un indicateur utile pour compléter le taux de chômage (qui rapporte les chômeurs à la population active), dès lors que la population active ne représente qu'une faible part de la population concernée, ce qui est justement le cas des 15-24 ans dont le taux d'activité est de 43 % en moyenne dans l'UE en 2010.

Depuis 2007, le chômage a d'abord connu une forte augmentation jusqu'en 2010, surtout chez les jeunes, et surtout chez les jeunes hommes. Depuis, un retournement s'est opéré, retournement caractérisé par une évolution beaucoup plus défavorable pour les jeunes femmes et surtout se traduisant par des trajectoires nationales de plus en plus divergentes au sein de l'UE.

Malgré plus d'inactivité, une hausse du chômage des jeunes élevée

La part du chômage a, comme le taux de chômage, logiquement augmenté pour toutes les catégories d'âge entre 2007 et 2010. Le chômage a cependant davantage augmenté pour les jeunes que pour les moins jeunes : +2,2 points pour la part du chômage des 15-24 ans contre +1,8 pour les 25-64 ans ; +5,4 points pour le taux de chômage des 15-24 ans contre +2,3 points pour les 25-64 ans (graphique 2). Le chômage de longue durée, susceptible de laisser des traces durables, a également fortement augmenté (pour

Graphique 2. Emploi, chômage, activité. Evolutions entre 2007 et 2010 dans l'UE 27 (en points)



1. 100 – taux d'activité.
2. Nombre de chômeurs rapporté à la population totale de la cohorte (aussi égal à taux d'activité - taux d'emploi).
Source : Eurostat – enquêtes LFS annuelles.
Note : sur le graphique, on retrouve visuellement que la somme des trois premiers indicateurs est toujours nulle (D taux d'emploi = D taux d'activité – D part du chômage ® taux d'emploi + D taux d'inactivité + D part du chômage = 0) ; ou encore que l'évolution de la part du chômage (3e barre de l'histogramme) est égale à l'opposé de la somme des variations du taux d'emploi et du taux d'inactivité : D part du chômage = - [D taux d'emploi + D taux d'inactivité]. Lecture : Parmi les 15-24 ans, la part des chômeurs (chômeurs sur ensemble de la classe d'âge) a augmenté de 2,2 points (ce qui équivaut à une augmentation du taux de chômage de 5,4 points). Cette augmentation de 2,2 points correspond à une baisse du taux d'emploi de 3,3 points et une hausse du taux d'inactivité (ou une baisse du taux d'activité) de 1,1 point.

plus de détails sur ce point, voir l'annexe 2).

Pour les 25-64 ans, la baisse des emplois ne s'est pas traduite par de l'inactivité : au contraire, le taux d'activité a continué de croître (en fait surtout pour les femmes). La conjonction des deux – baisse du taux d'emploi et hausse du taux d'activité (ou stagnation de ce dernier s'agissant des hommes) – s'est traduite entièrement en une hausse de la part du chômage (+1,8 point) et du taux de chômage (+2,3 points) entre 2007 et 2010.

Pour les jeunes, la réaction à la crise a été différente. La baisse des emplois a d'une part été beaucoup plus forte (surtout chez les 20-24 ans) et d'autre part, à la différence des plus âgés, elle s'est accompagnée d'une baisse des taux d'activité de -1,1 point pour les 15-24 ans. Sans cette hausse de l'inactivité, l'accroissement du chômage des jeunes aurait été bien plus fort. Néanmoins, la part du chômage s'est quand même fortement accrue, de +2,3 points entre 2007 et 2010 (+5,4 points pour le taux de chômage), davantage pour les 20-24 et les 25-29 ans que les 15-19 ans. La baisse de l'activité est donc surtout le fait des plus jeunes.

Si l'inactivité n'avait pas augmenté, le taux de chômage des jeunes, qui est passé de 15,5 % en 2007 à 20,9 % en 2010 en moyenne dans l'UE, aurait atteint environ 24 %, et l'écart avec les adultes plus âgés aurait été encore plus

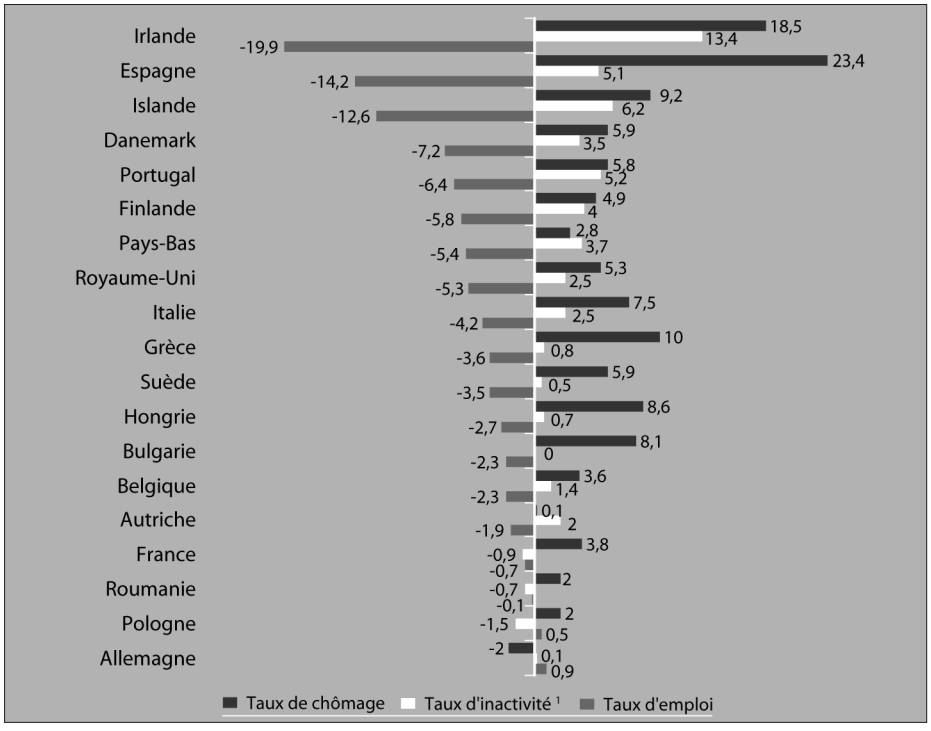
fort. Les indicateurs de chômage se sont également davantage dégradés pour les hommes que pour les femmes, et ceci quel que soit l'âge.

Derrière ces évolutions moyennes dans l'UE, les évolutions ont été contrastées et on peut regrouper les pays selon différents cas de figures (graphique 3).

La dégradation de l'emploi entre 2007 et 2010, mesurée par la baisse du taux d'emploi des jeunes de 15 à 24 ans, a été très importante en Irlande, en Espagne et en Islande, et, dans une moindre mesure, au Danemark, au Portugal, en Finlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les conséquences sur le chômage ont été très fortement atténuées par la hausse de l'inactivité en Irlande (avec quand même au final un taux de chômage en augmentation de 18,5 points), en Islande, au Portugal, en Finlande et aux Pays-Bas. A l'inverse, au Royaume-Uni et dans une moindre mesure au Danemark, la hausse de l'inactivité a été bien trop faible pour compenser la forte baisse du taux d'emploi des jeunes. En Espagne, malgré une baisse notable du taux d'activité des jeunes de 5 points, le taux de chômage a quand même grimpé de près de 24 points.

En Grèce, en Suède, en Bulgarie, en France, en Roumanie et en Pologne, l'évolution du taux d'activité (faible

Graphique 3. Jeunes de 15 à 25 ans – emploi, inactivité, chômage – Evolutions entre 2007 et 2010 (en points)



Pays classés par ordre croissant de l'évolution du taux d'emploi des 15-24 ans entre 2007 et 2010.
Voir note et lecture du précédent graphique (pour des raisons de place, l'évolution de la part du chômage n'a pas été indiquée).

hausse voire baisse dans les trois derniers pays précités) n'a pas permis non plus d'atténuer l'impact sur le chômage de la baisse des emplois, il est vrai plus faible que dans d'autres pays.

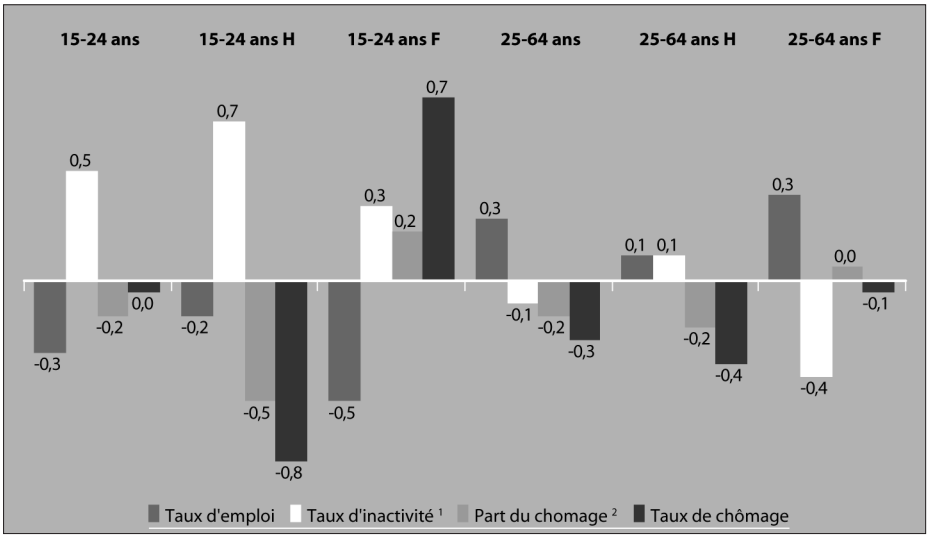
L'Allemagne constitue un cas très particulier : la hausse du taux d'emploi couplée à un taux d'activité inchangé à permis une diminution du taux de chômage de 2 points chez les jeunes entre 2007 et 2010.

Vers une Europe à au moins deux régimes ?

La dernière période apparaît cette fois plus favorable aux hommes qu'aux femmes (graphique 4) : entre le 1er semestre 2010 (2010S1) et le 1er semestre 2011 (2011S1), le taux de chômage des 25-64 ans diminue davantage pour les hommes (-0,4 point) que pour les femmes (-0,1 point). Ce retournement est beaucoup plus marqué du côté des jeunes : le taux de chômage des 15-24 ans diminue plus fortement pour les jeunes hommes (-0,8 point) alors qu'il continue d'augmenter fortement pour les jeunes femmes (+0,7 point). Ces dernières ne profitent pas du léger regain de croissance intervenu à partir de 2010, et subissent probablement davantage les premiers effets des cures d'austérité. La Commission européenne (European Commission, 2011b) confirme ce constat et note que si le taux de chômage des jeunes a diminué de 0,9 point entre avril 2010 et juillet 2011 (avec un pic à 21,2 % au début 2010), la baisse vient des jeunes hommes (-1,8 point) et non des jeunes femmes (+0,1 point).

En fait, l'examen par pays montre que cette évolution moyenne ne recouvre

Graphique 4. Emploi, chômage, activité
Evolutions entre le 1er semestre 2010 (2010S1) et le 1er semestre 2011 (2011S1) - UE 27 (en points)



1. 1 – taux d'activité.
2. Nombre de chômeurs sur la population totale (= taux d'activité – taux d'emploi).

pas une tendance commune. Les évolutions entre les premiers semestres 2010 et 2011, ou encore entre septembre 2010 et août 2011, indiquent un changement. Alors qu'entre 2007 et 2010, tous les pays à l'exception de l'Allemagne avaient connu une baisse du taux d'emploi et une hausse du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans, sur la période récente les évolutions deviennent très divergentes. Plusieurs trajectoires se dessinent.

Dans des pays comme la Suède, l'Autriche, la Finlande, l'Allemagne, la Belgique et l'Islande, la situation s'améliore pour les jeunes avec une forte hausse de leur taux d'emploi et une forte baisse de leur taux de chômage. La situation s'améliore beaucoup plus pour les jeunes hommes, comparativement aux jeunes femmes, surtout en Suède, en Autriche, en Finlande, et dans une moindre mesure en Allemagne.

D'autres pays connaissent une évolution diamétralement opposée : la situation des jeunes (emploi, chômage) se détériore depuis 2010 en Grèce (taux de chômage en hausse de 10 points sur un an !), en Bulgarie, en Espagne, en Roumanie, au Danemark, en Italie, au Portugal et en Pologne. Bien que le taux d'emploi se dégrade beaucoup plus pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes en Grèce, en Bulgarie, en Espagne, en Roumanie et au Danemark, comme l'inactivité y progresse beaucoup plus fortement chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes, la hausse du taux de chômage n'y est au final pas beaucoup plus importante chez les jeunes hommes. Au Portugal et en Pologne, la situation est différente : le taux d'emploi des jeunes femmes diminue davantage que celui des jeunes hommes, conduisant, malgré une hausse plus forte de l'inactivité de ces derniers, à une très forte hausse de leur taux de chômage (en particulier au Portugal).

La France et le Royaume-Uni voient également leur situation se détériorer (taux d'emploi et de chômage) mais dans une bien moindre mesure que les pays précédents. Dans ces deux pays, l'évolution récente est moins favorable pour les jeunes femmes (baisse du taux d'emploi, hausse du chômage).

Ce constat récent d'une divergence croissante des trajectoires au sein de l'UE est confirmé par les dernières analyses de la Commission européenne sur les évolutions des taux de chômage entre mars 2011 et juillet 2011 (European Commission, 2011c). Ils diminuent dans des pays connaissant déjà des niveaux de chômage relativement faibles : Allemagne, Autriche, République tchèque, Danemark, Finlande et Suède. Ils diminuent aussi dans des pays connaissant des taux de chômage élevés : Lituanie, Estonie, Hongrie, Portugal et Slovaquie. En revanche, la situation se détériore dans une majorité de pays, des pays où les taux de chômage sont en dessous ou proches de la moyenne de l'UE comme la Belgique ou la France, mais aussi et surtout dans des pays où ils avaient atteint des niveaux déjà très élevés, en Espagne, en Grèce, en Irlande et en Bulgarie.

Conclusion : des évolutions de plus en plus contrastées

Ce tour d'horizon des évolutions intervenues depuis 2007 montre qu'en moyenne dans l'UE les jeunes ont connu une très forte baisse de leur taux d'emploi, une forte détérioration de la qualité des emplois (avec une progression des emplois temporaires et des temps

partiels) [1], une hausse limitée des taux d'activité et une forte hausse des taux de chômage (et plus particulièrement pour les jeunes les moins qualifiés, les jeunes étrangers ou d'origine étrangère [2]). Après quatre années, la crise s'est aussi traduite par une augmentation du chômage de longue durée, une hausse de la proportion des jeunes NEET sans emploi et hors de toute forme d'éducation et de formation, et plus généralement par une importante dégradation de la situation économique et sociale des jeunes [3].

A ces constats moyens sans grande surprise, il convient cependant d'ajouter quelques précisions importantes.

D'abord, jusqu'en 2009 ou 2010, les hommes ont davantage payé leur tribut à la crise, les jeunes hommes bien davantage, et en particulier les moins qualifiés, en raison de la segmentation sectorielle car ils sont davantage concentrés dans les secteurs directement touchés comme l'industrie et le bâtiment. Si les jeunes femmes ont été moins touchées par les baisses d'emploi et la hausse du chômage que les jeunes hommes au début de la crise, elles semblent avoir été davantage atteintes par la détérioration de la qualité des emplois, à travers le temps partiel par exemple.

Ensuite, depuis 2010, la situation des jeunes hommes s'améliore dans certains pays, en particulier dans les pays peu touchés par la récession ou connaissant une légère reprise de la croissance, alors que celle des jeunes femmes continue de se dégrader partout, subissant probablement avec retard les effets du ralentissement et payant davantage les politiques d'austérité qui se généralisent à partir de 2010.

Enfin, si les tendances étaient relativement communes entre 2007 et 2010 dans presque tous les pays, au degré de la dégradation près, avec des pays fortement touchés par la crise et des pays plus faiblement touchés, à partir de 2010 en revanche, les trajectoires empruntées deviennent très divergentes. On peut tenter de brosser le tableau suivant.

L'Irlande, l'Espagne et la Grèce ont connu une très forte baisse de l'emploi des jeunes sur toute la période 2007-2011, pas ou trop peu atténuée par une hausse de l'inactivité, provoquant hausse du travail précaire, explosion du temps partiel subi et du chômage, en particulier du chômage de longue durée, explosion de la proportion de jeunes NEET en danger d'exclusion, de la pauvreté, une importante détérioration sociale, de l'émigration, une hausse des suicides…

D'autres pays ont également connu une baisse de l'emploi des jeunes sur toute la période 2007-2011 comme **le Danemark, le Portugal, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie et la Hongrie**. Partant d'une situation initiale bien meilleure, avec de hauts taux d'emploi et une quasi-absence de chômage, la forte dégradation intervenue aux Pays-Bas et au Danemark se trouve quelque peu masquée dans les comparaisons internationales. Si aux Pays-Bas, mais également au Portugal, les conséquences sur le taux de chômage des jeunes ont été atténuées par une hausse de l'inactivité, tel n'est pas le cas, ou très peu, au Royaume-Uni, au Danemark et en Italie. Dans ces six pays, la qualité de

1. Cette question de l'évolution de la qualité des emplois des jeunes est traitée dans l'annexe 1.
2. Sur ces points, voir les tableaux dans l'article de Lerais et Math (2011), dans ce numéro.
3. Ces points relatifs à la situation sociale des jeunes sont présentés et documentés dans l'annexe 2.

l'emploi des jeunes, appréhendée selon les pays soit par l'emploi temporaire, soit par l'emploi à temps partiel en particulier lorsqu'il est contraint, s'est détériorée. La part des jeunes NEET hors de l'emploi et de la formation y a également beaucoup augmenté. Les indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale des jeunes – qui s'arrêtent à 2009 ou 2010 – indiquent quant à eux des résultats variables, sauf aux Pays-Bas où tous concluent à une dégradation.

En Bulgarie, en Roumanie et en Pologne, l'impact de la crise sur le taux d'emploi des jeunes avait été faible jusqu'à 2009 mais les taux d'emploi chutent depuis 2010. Les tendances sont similaires **en France** mais ce pays présente des évolutions atténuées par rapport aux trois autres. Dans ces quatre pays, l'inactivité des jeunes n'a pas baissé, voire a légèrement augmenté (France, Roumanie, Pologne), impliquant une dégradation accrue du taux de chômage des jeunes consécutif à la baisse des emplois. Ces pays, dont les perspectives s'assombrissent, ont connu une hausse de la part des jeunes NEET en danger d'exclusion et une hausse de la pauvreté des jeunes (avec des résultats pouvant cependant varier selon les indicateurs retenus).

L'Islande voire la Suède et la Finlande, qui avaient connu une forte diminution de l'emploi des jeunes entre 2007 et 2009, accompagnée d'un fort accroissement de leur chômage et, pour l'Islande et la Finlande, de la part des jeunes NEET, connaissent depuis 2009 ou 2010 une reprise de l'emploi des jeunes, accompagnée d'un reflux de l'emploi temporaire. Si l'embellie se poursuivait, la Suède et la Finlande pourraient effacer les effets de la crise, plus rapidement que l'Islande très fortement touchée au début de la crise. Dans les trois pays, le temps partiel et surtout le temps partiel subi des jeunes a fortement augmenté sur l'ensemble de la période 2007-2011.

Enfin, en Allemagne, en Autriche et en Belgique, l'emploi des jeunes, qui avait peu ou pas diminué lors de la crise, connaît également une forte augmentation depuis 2010. Le temps partiel subi diminue dans ces trois pays. Tous les indicateurs ne sont cependant pas au vert en Belgique : par exemple, le chômage de longue durée y a fortement augmenté.

Dans le paysage européen, l'Allemagne fait vraiment figure d'exception avec non seulement une hausse des taux d'emploi des jeunes, mais également une baisse de l'emploi précaire, du chômage, du chômage de longue durée et une amélioration des divers indicateurs de pauvreté.

Sources :

Cochard M., Cornilleau G., Heyer E. (2010), « Les marchés du travail dans la crise », *Economie et statistique*, n° 438-440, p. 181-204.

Cochard M., Milewski F., Périvier H. (2011a), « Hommes et femmes face à la crise », *Alternatives économiques*, Hors série, *L'Etat de l'économie 2011*, n° 88, février.

Cochard M., Cornilleau G., Périvier H. (2011b), « Femmes et hommes face à la crise », *in* Heyer H. (dir.), *L'économie française 2012*, Paris, OFCE, La Découverte.

Conseil d'orientation pour l'emploi (2011), *Diagnostic sur l'emploi des jeunes*, février, 62 p.

Danzin E., Simonnet V., Trancart D. (2011a), « L'impact de la crise sur les trajectoires professionnelles des jeunes », Document de travail du CEE, n° 146, mai.

Danzin E., Simonnet V., Trancart D. (2011b), « Quels effets de la crise sur les trajectoires professionnelles des jeunes ? », *Connaissance de l'emploi*, CEE, n° 82, juillet.

Economou M., Madianos M., Theleritis C., Peppou L.E., Stefanis C.N. (2011), « Increased

suicidality amid economic crisis in Greece », *The Lancet*, vol. 378, n° 9801, 22 October.

Eurofound (2011a), *Jeunesse et travail*, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Eurofound (2011b), *Shifts in the job structure in Europe during the Great Recession*, European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, October, 75 p.

European Commission (2010), « Youth and segmentation in EU labour markets », in *Employment in Europe 2010*, p. 117-154.

European Commission (2011a), *Demography report 2010*, March.

European Commission (2011b), « EU Employment and Social Situation. Quaterly Review », *Social Europe*, June.

European Commission (2011c), « EU Employment and Social Situation. Quaterly Review », *Social Europe*, September.

European Commission/Eurostat (2009), *Youth in Europe. A statistical portrait*, 2009 Edition, Eurostat Statistical Books.

Fell D, Blanchflower D. (2011), « Young People and the Great Recession », IZA Document Paper, n° 5674, April.

Gunnel D., Platt S., Hawton K. (2009), « The economic crisis and suicide. Consequences may be serious and warrant early attention », *British Medical Journal*, vol. 338, p. 1456-1457.

IRES (2009), *Les acteurs sociaux face à la crise*, n° spécial, *Chronique internationale de l'IRES*, novembre, n° 121.

IRES (2010), *L'Etat social à l'épreuve de l'austérité*, n° spécial, *Chronique internationale de l'IRES*, novembre, n° 127.

Kentikelenis A., Karanikolos M., Papanicolas I., Basu S., McKee M., Stuckler D. (2011), « Health effects of financial crisis: omens of a Greek tragedy », *The Lancet*, vol. 378, n° 9801, 22 October.

Lerais F., Math A. (2011), « "Prendre sa place" en temps de crise – Un regard transversal », *Chronique internationale de l'IRES*, numéro spécial, *Les jeunes dans la crise,* n° 133, novembre, p. 3-22.

Milewski F. (2010), « Chômage et emploi des femmes dans la crise en France », *Lettre de l'OFCE*, n° 318, 26 mai.

Milewski F., Périvier H. (2009), « Femmes au bord de la crise économique », *Clair et Net*, OFCE, 5 mars.

Minni C., Pommier P. (2011), « Emploi et chômage des 15-29 ans en 2010 », DARES analyses n° 039, mai.

OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011 : Les indicateurs de l'OCDE*, septembre.

Stuckler D., Basu S., Suhrcke M., Coutts A., McKee M. (2011), « Effects of the 2008 recession on health: a first look at European data », *The Lancet*, vol. 378, n° 9786, 9 July.

Van de Velde C. (2008), *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF.

Van de Velde C. (2011), « Indignés : les raisons de la colère », *Revue Cités*, n° 47-48, août.